



Numéro de la consultation : **2026AC000030**

Service :
Service Environnement de Travail et Infrastructure

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTI TECHNIQUE DES SITES DE L'ADEME A ANGERS ET VALBONNE

Acheteur

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement ayant son siège social :

20 Avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 ANGERS Cédex 01 inscrite au registre du commerce d'ANGERS sous le n° 385 290 309

représentée par Madame Patricia BLANC

agissant en qualité de Directrice générale déléguée

désignée ci-après par **"l'ADEME"**

Objet de la consultation

Prestations de maintenance multi technique des sites pour les sites de l'ADEME à Angers et Valbonne.

Type de procédure

Appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le règlement interne des marchés de l'ADEME est disponible sur son site internet.

Date limite de remise des offres

Date : **Vendredi 20 mars 2026**

Heure : **14H00**

Sommaire

1.Objet du marché	4
1.1Nature des marchés	4
1.2Objet de la consultation.....	4
1.3Lieu principal d'exécution de la prestation	4
1.4Décomposition en lots	4
2.Organisation de la consultation	5
2.1Procédure de passation.....	5
2.2Mode de dévolution : accords-cadres séparés	6
2.3Groupements d'entreprises	6
2.4Variantes	6
2.5Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	6
2.6Sous-traitance	7
2.7Modification de détail au dossier de consultation.....	8
2.8Délai de validité des offres	8
3.Contenu du dossier de consultation.....	8
4.Retrait du dossier de consultation.....	8
5.Présentation des candidatures et des offres	9
5.1Éléments nécessaires à la sélection des candidatures	9
5.2Pièces à remettre au titre de l'offre technique et financière	11
6.Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché	12
6.1Jugement des candidatures	12
6.2Jugement des offres	12
6.3Attribution du marché	14
7.Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres	14
8.Visite de site obligatoire	16
9.Renseignements complémentaires.....	17

1. Objet du marché

1.1 Nature des marchés

Il s'agit de marchés de Prestations de services.

Les présents marchés sont des accords-cadres de services.

1.2 Objet de la consultation

Les accords-cadres portent sur la réalisation de prestations de maintenance multi technique pour les sites de l'ADEME à Angers et Valbonne.

1.3 Lieu principal d'exécution de la prestation

Les lieux principaux d'exécution de la prestation correspondent aux lots décrits à l'article 1.4 du présent règlement :

- ❖ Site de l'ADEME d'Angers (Lot 1) sis 20 avenue du Grésillé 49000 Angers
- ❖ Site de l'ADEME à Valbonne (Lot 2) sis 500 Route des Lucioles 06560 VALBONNE

1.4 Décomposition en lots

Les différents lots de la consultation sont les suivants :

Lot 1 : Prestations de maintenance multi technique pour le site de l'ADEME siège social à Angers

Lot 2 : Prestations de maintenance multi technique pour le site de l'ADEME à Valbonne

1.5 Forme de contrats

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres fractionnés à bons de commande avec maximum sans minimum en application des articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations des accords-cadres sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans les accords-cadres dont les exécutions sont demandées et en déterminent la quantité.

Les accords-cadres seront chacun conclus avec un seul opérateur économique.

1.6 Montant des marchés

- Une partie traitée sous la forme de prix global et forfaitaire, correspondant aux prestations P2 (conduite des installations, maintenance préventive et curative) ;
- Une partie traitée sous la forme de prix unitaires, passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique,

correspondant aux prestations qui n'entrent pas dans les prestations P2.

Soit :

Pour le lot 1 : le montant maximal sur la durée de l'accord-cadre est de 600 000 €TTC.

Pour le lot 2 : le montant maximal annuel sur la durée de l'accord-cadre est de 240 000 €TTC.

1.7 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

Les accords-cadres sont conclus pour une durée de 12 mois à compter du 30 juin 2026.

Les bons de commande en cours au terme de l'accord-cadre demeureront en vigueur jusqu'au complet achèvement et règlement des prestations correspondantes.

1.8 Reconduction

Les accords-cadres sont conclus pour une durée de 12 mois à compter du 30 juin 2026.

Les accords-cadres sont renouvelables annuellement 3 fois par tacite reconduction. La durée maximale sera de 48 mois à compter du 30 juin 2026.

La personne responsable des marchés peut se prononcer sur la reconduction ou non des présents marchés au moins trois mois avant la fin des marchés. En l'absence de décision expresse les marchés seront reconduits.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction des accords-cadres.

1.9 Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références des dispositions applicables

Les prestations, objet du marché, seront financées par le budget propre de l'ADEME et seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est de 60 jours à compter de la date de réception des factures.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 Mode de dévolution : accords-cadres séparés

La consultation est divisée en 2 lots, chaque lot faisant l'objet d'un accord-cadre confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☒ Un lot
- ☒ Un ou plusieurs lots
- ☒ L'ensemble des lots

2.3 Groupements d'entreprises

Les accords-cadres pourront être attribué à un soumissionnaire se présentant seul ou en groupement.

Il n'y a pas de forme imposée pour le groupement, qui peut être solidaire ou conjoint.

Toutefois, si l'accord-cadre est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour chacun des lots plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

- ☐ Oui
- ☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

- ☐ Oui
- ☒ Non

2.4 Variantes

2.4.1 Variantes libres

La présentation de variantes à l'initiative des candidats est-elle autorisée :

- ☒ Non
- ☐ Oui

2.4.2 Variantes imposées

La présentation de variantes est-elle imposée aux candidats :

- ☒ Non
- ☐ Oui

2.5 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

2.5.1 PSE facultatives (proposées par le candidat)

Les candidats sont autorisés à proposer spontanément des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :

- ☒ Non
- ☐ Oui

2.5.2 PSE obligatoires (imposées par le maître d'ouvrage)

L'ADEME exige des candidats la présentation de prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :

- ☒ Non
☐ Oui

2.6 Sous-traitance

En cas de réponse avec un ou plusieurs sous-traitant(s), un seul DC1 (ou équivalent) est fourni par le candidat. Le candidat coche la case « le candidat se présente seul » en rubrique D (à condition qu'il n'ait pas de co-traitant). Le candidat, et chacun des sous-traitants qu'il propose, fournissent un DC2 (ou équivalent), accompagné de pièces jointes le cas échéant.

En application de l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, le candidat doit également fournir, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV. »

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, il pourra le faire au moyen du formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance établi par la Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances (version octobre 2023) et accessible via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-ducandidat>.

Cette déclaration n'a pas à être signée par le sous-traitant au stade du dépôt de l'offre, mais devra l'être impérativement au stade de l'attribution du marché.

Il est rappelé au candidat que la sous-traitance totale est interdite.

Enfin, en application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, il est précisé au candidat que les prestations ci-après listées sont considérées comme « tâches essentielles » et conséquemment, ne pourront être sous-traitées :

- Les prestations relatives à l'entretien et la maintenance des équipements et installations de chauffage, ventilation, climatisation (niveau de maintenance 1 et 2) ;
- Les prestations relatives à l'entretien et la maintenance des équipements et installations courant faible (niveau de maintenance 1 et 2).

Ainsi, s'agissant de ces « tâches essentielles » au sens de l'article L. 2193-3 précité, il appartient au candidat, ou à l'un des membres du groupement d'entreprises candidat, de détenir « en propre » (c'est-à-dire sans pouvoir faire appel aux capacités d'un sous-traitant désigné) les capacités exigées précitées, correspondant à chaque tâche essentielle. Si tel n'est pas le cas, le candidat s'expose à l'irrecevabilité de sa candidature, ou à l'irrégularité de son offre.

2.7 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard le **vendredi 13 mars 2026**, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de remise de l'offre.

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C) commun aux deux lots, et ses annexes :
 - Annexe n°1 - Cadre de réponse technique ;
- L'acte d'engagement (A.E), propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P), propre à chaque lot ;
- L'annexe financière :
 - La décomposition du prix global et forfaitaire, propre à chaque lot ;
 - Le bordereau de prix unitaires (BPU), propre à chaque lot ;
 - Le détail quantitatif estimatif (DQE), propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P), propre à chaque lot et leurs annexes :
 - Lot n°1 :
 - ANNEXE N°1 : PLANS ET SCHEMAS DES INSTALLATIONS CVC
 - ANNEXE N°2 : CARNET DE CONNAISSANCE DU PATRIMOINE
 - ANNEXE N°3 : GAMMES DE MAINTENANCE MINIMALE
 - ANNEXE N°4 : HISTORIQUE DES CONSOMMATIONS
 - ANNEXE N°5 : SCHEMA DE COMPTAGE
 - Lot n°2 :
 - ANNEXE N°1 : PLANS ET SCHEMAS DES INSTALLATIONS CVC
 - ANNEXE N°2 : CARNET DE CONNAISSANCE DU PATRIMOINE
 - ANNEXE N°3 : GAMMES DE MAINTENANCE MINIMALE
 - ANNEXE N°4 : HISTORIQUE DES CONSOMMATIONS
 - ANNEXE N°5 : SCHEMA DE COMPTAGE

4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé. Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Cette procédure est ouverte et peut être retrouvée par les menus Recherche d'une procédure : utiliser les formulaires de recherche du site en saisissant la référence **2026AC000030**.

En cas de difficultés, nous vous conseillons d'utiliser le guide Utilisateur :

(<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.entrepriseguide><https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>) ou l'Assistance en ligne qui vous guidera dans l'accès à la procédure.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, . . .).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique

- a) Lettre de candidature : Une lettre de candidature et, le cas échéant, habilitation du mandataire par ses co-traitants, complétée par le candidat individuel ou, le cas échéant, par tous les membres du groupement.
- b) Déclaration sur l'honneur : Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

5.1.2 Capacité

- c) Chiffre d'affaires : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- d) Références de service ou fournitures similaires : Une liste et la description des principales prestations similaires, dans le domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisées au cours des trois dernières années indiquant notamment l'objet, le montant, le montant correspondant à la part des prestations sous-traitées, le détail des prestations réalisées (en lien avec les prestations attendues au titre de la maintenance multi technique objet du présent marché), la date et le destinataire public ou privé, ou une démonstration de la capacité du candidat à réaliser ces prestations. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du client maître d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration du candidat.
- e) Moyens humains et matériels : Une présentation des moyens humains et matériels dont dispose le candidat.
- f) Attestation d'assurance : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- En cas de groupement : chaque membre du groupement devra remettre l'ensemble des pièces b) à f) susvisées. Les pièces a) et b) peuvent être fournies au travers d'un formulaire DC1 et les pièces c) à e) au travers d'un formulaire DC2. Ces formulaires sont disponibles sur le site de la direction des Affaires juridiques (DAJ) à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

5.2 Pièces à remettre au titre de l'offre technique et financière

Le soumissionnaire devra produire les pièces suivantes au titre de l'offre technique et financière :

- a) un **acte d'engagement** complété par le candidat, par lot.

En cas de groupement conjoint, cet acte d'engagement indiquera le montant et la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. **La signature de l'acte d'engagement, au stade du dépôt de l'offre n'est pas obligatoire.** Seule l'offre de l'attributaire sera signée au terme de la procédure de passation.

- b) une **proposition technique détaillée**.

Cette proposition technique devra couvrir l'ensemble du contenu de la prestation et précisera les éléments demandés dans le cahier des charges du dossier de consultation des entreprises en suivant le cadre de réponse technique (annexe n°1 au présent règlement). Les candidats doivent s'y référer.

- c) la **liste des sous-traitants** que l'entreprise envisage de proposer à l'accord de l'ADEME. Cette liste devra figurer dans la proposition des prestations sous-traitées et toutes les informations utiles devront être données pour justifier de leur qualification et de leur garantie ; le candidat fournira à l'appui l'annexe de l'acte d'engagement "DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE" dûment complétée, ou bien un formulaire DC4 dûment rempli (formulaire DC4 disponible sur le site de la DAJ à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

- d) une **proposition financière (obligatoirement établie suivant les modèles joints au présent dossier de consultation)** :

- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), pour chaque lot ;
- le Bordereaux des Prix Unitaires (BPU), pour chaque lot ;
- le Détail Quantitatif Estimatif (DQE), pour chaque lot.

- e) le certificat de visite obligatoire, remise et signée par l'ADEME ou son représentant à l'issue de la visite du site (pour chaque lot).

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Les candidats veilleront à répondre scrupuleusement au dossier de consultation en joignant les documents exigés.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'ADEME dans le délai fixé pour la remise des offres.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement, au terme de la procédure de passation, vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

6.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

6.2 Jugement des offres

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont les suivants, pour l'ensemble des lots :

Critères et sous-critères	Pondération
Valeur technique de l'offre	50
Les moyens en personnel technique et d'encadrement pour réaliser les prestations d'entretien-maintenance et de conduite des installations (organisation, compétences, types d'intervenants, nombres d'heures et équivalent temps plein dédié au contrat) ainsi que pour réaliser les travaux au titre des prestations à bons de commandes (organisation, compétences)	40
Méthodologie proposée pour la réalisation des opérations de maintenance	25
Descriptif précis du système d'astreinte mis en place par l'entreprise afin de respecter les délais d'intervention et moyens mis en œuvre en cas de dysfonctionnement des installations et équipements	10
Engagement du candidat sur le NB, le COP, et le taux de couverture (PAC/chaudières) soumis à intéressement sur la durée du marché	10
Moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des consommations énergétiques	5
Moyens de communications mis en œuvre jugés notamment au regard de la présentation de l'outil de gestion des demandes d'intervention (GMAO) et des exemples de livrables à remettre dans l'offre (rapports,	10

suivi des consommations, suivi des garanties, relevés ...).	
Prix des prestations	35
<p>Ce critère sera analysé sur la base du montant total TTC résultant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du prix forfaitaire (prestations P2) ; et - des prix prévus au Bordereau des Prix unitaires (BPU). <p>Le prix sera analysé sur la base d'un scénario de référence.</p> <p>Une note sur 10 est obtenue à partir de la formule de calcul suivante : Montant TTC de l'offre la plus basse X 10) / Montant TTC de l'offre analysée = note sur 10 Montant TTC total de l'offre = Montant TTC du scénario de référence calculé sur la base des éléments présentés dans le cadre de décomposition du prix joint au présent dossier de consultation.</p>	
Développement durable	15
Gestion des pièces détachées, favorisant la réparation, le recours aux pièces détachées issues du réemploi, la réutilisation, la valorisation des pièces.	20
Durabilité des équipements et installations proposées (durée de vie, réparabilité, durée de la disponibilité des pièces de rechange...) et modalités de gestion et constitution des stocks des pièces de rechange et provenance des pièces de rechange. ²	20
Gestion des déchets : mesures de recyclage (mesures prises sur la mise en place (ou l'utilisation) d'une filière de recyclage) et dispositions prises pour le suivi dématérialisé des déchets.	20
Mise en œuvre d'actions éco-responsables pour limiter l'impact carbone du titulaire dans le cadre de son activité lié au marché.	20
<p>Mise en œuvre d'actions, dans le cadre du marché, visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la mixité et l'égalité professionnelle ; - Garantir la sécurité des salariés et favoriser leur montée en compétence ; - Favoriser l'accès des jeunes diplômés ou le retour à l'emploi (spécifique à l'objet du marché) des personnes éloignées de l'emploi. 	20

S'agissant des critères « Valeur technique » et « Développement durable », l'échelle de notation sera la suivante :

- Exceptionnel : 9-10 points
- Très bon : 7-8 points
- Bon : 5-6 points
- Moyen : 3-4 points
- Médiocre : 1-2 points
- Insuffisant : 0 point.

Si, sur l'ensemble des critères relatifs à la qualité technique de l'offre, un a été jugé insuffisant (noté 0) ou deux ont été jugés médiocres et ont obtenu chacun une note inférieure ou égale à 2 points, l'offre sera éliminée pour la suite de l'analyse.

Le classement des offres se fera par addition des notes obtenues après application des coefficients pour chaque critère. A l'issue de l'analyse, les entreprises seront classées par ordre décroissant de valeur en fonction de la note finale obtenue. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le soumissionnaire produise l'ensemble des justificatifs et documents mentionnés au paragraphe ci-après.

6.3 Attribution du marché

Le candidat retenu devra remettre dans un délai de 10 jours calendaires, à compter de la demande de l'ADEME (le délai commençant à courir à compter de la réception par le candidat retenu de cette demande) l'ensemble des documents et pièces énumérés aux articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique.

Le candidat attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois, les adresser à l'ADEME, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Il est exigé du candidat retenu qu'il joigne une traduction en français des documents et pièces rédigés dans une autre langue, remis en application des dispositions des articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat retenu ne peut pas produire les pièces requises dans le délai précité, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé.

7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),

- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considérée comme hors délai.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que seule la bonne fin de la transmission complète du dossier génère l'accusé de dépôt de pli électronique qui doit intervenir avant la date et l'heure limites fixées dans la présente consultation.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

Le pli comportant la copie de sauvegarde doit être :

- Soit déposé contre récépissé à l'adresse suivante :

ADEME
Direction des Affaires Juridiques et des Achats
Service Achats
Delphine VARLIN
20, avenue du Grésillé
BP 90406
49004 ANGERS Cedex 01 FRANCE
du lundi au vendredi (sauf les jours fériés)
de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

- Soit envoyé à la même adresse par lettre/colis recommandé avec avis de réception.

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

8. Visite de site obligatoire

Préalablement à l'élaboration des offres, les candidats doivent **impérativement effectuer une visite des sites** objet de l'accord-cadre.

A ce titre, à l'issue de la visite, le représentant de l'ADEME établira pour chaque candidat un certificat de présence à cette visite mentionnant le nom des visiteurs. Le soumissionnaire joint à son offre cette annexe complétée, datée et signée.

Pour le lot n°1, la visite est obligatoire. Les candidats peuvent se présenter, à l'une des visites suivantes :

- le mercredi 18 février à 14h00 ;
- le mercredi 25 février à 14h00.

Le lieu de rendez-vous est fixé à l'accueil du site.

Pour le lot n°2, la visite est obligatoire. Les candidats peuvent se présenter, à l'une des visites suivantes :

- le mardi 17 février à 14h00 ;
- le mardi 24 février à 14h00

Le lieu de rendez-vous est fixé à l'accueil du site.

Pour la visite, quel que soit le lot concerné, **chaque candidat devra obligatoirement prendre préalablement rendez-vous, par mail, au moins 24h avant la date de visite**, auprès de :

Madame Pauline RODRIGUEZ
Société INDDIGO, intervenant en qualité d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage
07 78 69 04 34
P.RODRIGUEZ@inddigo.com

Le candidat (candidat individuel ou groupement) présente au maximum deux (2) personnes aux visites de site.

Il est attendu des candidats qu'ils se présentent aux visites en mobilisant du personnel qualifié et relativement expérimenté afin de garantir la pertinence, l'effectivité de la visite et le bon dimensionnement de leur offre.

Pour la visite, le candidat doit se munir de l'attestation de visite jointe au DCE, qu'il doit présenter au représentant de l'ADEME pour signature et la remettre dans son offre.

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat pendant la visite. Le candidat doit poser ses questions selon les modalités décrites dans le présent règlement de consultation à l'article 9.

La visite est obligatoire pour être admis à remettre une offre.

9. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Seules les demandes adressées avant le **lundi 9 mars 2026** feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard le **vendredi 13 mars 2026** aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.